

INTERNATIONALISME

N° 19 - Mars 1947

"LE TROISIÈME CAMP..."

Le 23 février se réunit à Londres - retenez bien le nom de Londres, c'est tout un programme - une conférence "pour les États-Unis socialistes d'Europe". C'est la résurrection du Bureau de Londres d'avant la guerre qui regroupait les différentes organisations internationales de "gauche" : POUM espagnol en vacance de ministérialisme, PSOP français ayant son derrière entre deux chaises, SAP allemand, ILP anglais et autres petits champions de l'antifascisme de gauche. C'est paraît-il un troisième camp, celui de la démocratie, "du socialisme et de la liberté" ; les deux autres étant respectivement le camp russo-stalinien et le camp américano-capitaliste.

Qu'est devenu au juste le Bureau de Londres pendant la guerre ? Quelle a été précisément l'attitude de ces "socialistes de gauche" pendant les six années de massacre mondial ? ILS ONT PARTICIPÉ, TOUS SANS EXCEPTION, AU MASSACRE AUX CÔTÉS DES DÉMOCRATIES CONTRE LE FASCISME. Ils ont participé à la guerre aux côtés des démocraties anglo-américaines, comme l'expliquerait profondément l'un d'eux, A. Koestler, non "à cause de..." mais "en dépit de...". Ils se sont fait les pourvoyeurs du charnier impérialiste ; ils ont appelé les prolétaires de tous les pays à s'entre-tuer pendant six années, sur tous les points du globe, sachant bien leur indiquer "contre qui" mais sans pouvoir leur expliquer "pourquoi" il fallait qu'ils se fassent trouer la peau.

A l'heure décisive, ces pitoyables larbins pleurnichent sur "on n'a pas le choix", qu'entre deux maux il faut choisir le moindre et se consolent facilement, trop facilement, que "pour une fois nous serons du côté des vainqueurs".

Voilà ce camp qui va se réunir à Londres et que Marceau Pivert glorifie, dans la revue *Masses* de février-mars, en ces termes :

"Le troisième camp a, dès à présent, comme armature solide, des cadres internationalistes qui n'ont pas flanché, au cours des dix dernières années et dans les pires conditions, en face des pires dangers. Les militants socialistes et syndicalistes-révolutionnaires - qui avaient à leur disposition une théorie du fascisme (et surtout de "l'antifascisme"), du stalinisme, de l'impérialisme et qui ont pu la mettre à l'épreuve des faits, tout en participant à la lutte indépendante contre les ennemis de la révolution sociale - sont aujourd'hui parfaitement préparés à aborder les problèmes concrets de l'organisation du troisième camp."

Quand M. Pivert parle de la "participation à la lutte indépendante", il faut entendre : la participation à la guerre 1939-45 aux côtés du bloc impérialiste anglo-américano-russe ; et quand il écrit "contre les ennemis de la révolution sociale", il faut lire : contre les armées de l'Allemagne et de l'Italie. Ces rectifications faites et le sens du texte rétabli, nous sommes parfaitement d'accord avec lui pour dire que cette "armature solide" est tout à fait qualifiée et tout désignée pour constituer le troisième camp dans et pour la 3^{ème} guerre impérialiste. Le passé répond de l'avenir.

Les grandes manifestations et conférences internationales pour les États-Unis socialistes d'Europe ne tromperont personne. C'est la réplique anglaise et socialiste aux mascarades des congrès contre la guerre d'Amsterdam Pleyel, montées à la veille de l'autre guerre par la Russie stalinienne. Cette conférence, comme les autres, a pour tâche de mieux préparer les esprits des masses à la guerre et d'obtenir leur participation aux côtés de ceux qui la montent. Et pour que personne ne s'y trompe, citons encore ce passage :

"Mais les avant-gardes internationalistes ne sont pas les seules intéressées à promouvoir cette formation d'un troisième camp socialiste et libertaire. Tous les pays actuellement réduits à l'impuissance, marchant à la dérive

par suite des désaccords des grandes puissances... toutes les masses coloniales, en travail d'émancipation nationale et sociale, ont aussi intérêt à refuser la polarisation monstrueuse qui cherche à les enchaîner à un bloc ou l'autre." (Il s'agit de la Russie et des États-Unis).

Mais qui donc a déjà prononcé ce programme, presque en termes identiques, pour les pays actuellement réduits à l'impuissance ? N'est-ce pas Churchill à Lausanne ? N'est-ce pas tout le programme impérialiste du "bloc occidental" du gouvernement travailliste anglais ? Ainsi percent les oreilles d'âne des gauches "socialisme libertaire".

* * *

Un ami a été naguère choqué par une phrase blessante à l'égard de M. Pivert dans un article que nous avons publié alors que celui-ci était encore au Mexique. Il nous assurait que Pivert était un homme sympathique, loyal, sincère et tout. Cela se peut. Ce à quoi nous nous en prenons ce n'est pas à la personne mais à la fonction politique, au rôle qu'elle joue. Il ne faut pas confondre les deux. Toute atténuation de la critique de la fonction sous prétexte de la personnalité sympathique devient compromission et complicité politiques. Et c'est cela qu'il importe avant tout de ne pas faire.

Vercesi, lui aussi justifiait son apologie de De Brouckère sous prétexte de l'attitude très amicale de celui-ci dans les rapports personnels. Cela n'empêche qu'en tant que personnalité politique, De Brouckère présente exactement le même danger pour le prolétariat qu'un Vandervelde ou un Van Acker et qu'il est un grand complice du massacre du prolétariat pour la sauvegarde du régime capitaliste.

Bien sûr, tous les chefs socialistes ne sont pas individuellement des chiens sanglants, des Noske. Mais tous sont solidairement responsables de l'assassinat de Karl et de Rosa, tous ont activement participé, d'une façon ou d'une autre, à la sanglante répression de la révolution spartakiste allemande où des dizaines de milliers d'ouvriers ont trouvé la mort.

La bourgeoisie, pour régner, a besoin de Gallifet et de Cavaignac, de Thiers et de Gambetta, de Ebert et de Kautsky, de Hindenburg et de Hitler, de Franco et de Negrin, de Caballero et de Garcia, de Blum et de Laval. Sa domination ne serait pas possible autrement. Chaque homme politique, chaque parti politique de la bourgeoisie représente une pièce nécessaire et indispensable pour assurer la bonne marche de sa machine d'oppression. Et les "gauches", les "gauches socialistes" ont leur place tout indiquée, que rien d'autre ne saurait remplacer.

La gauche socialiste n'est pas en dehors du jeu. Sa fonction consiste à calmer les impatiences, à servir de feuille de vigne pour cacher la nudité monstrueuse du parti socialiste bourgeois. Comme les lévites dans la religion juive qui lavent les mains du grand sacrificateur, elle lave et essuie les mains des Noske, des mains rouges du sang des ouvriers. Le Parti socialiste sans sa "gauche" est aussi impossible que le régime capitaliste sans parti socialiste. Enlevez cette pièce et la machine ne tournera plus rond. Voilà pourquoi les socialistes, qui accomplissent les tâches les plus infâmes du capitalisme, veillent soigneusement à entretenir la reproduction, en leur sein, des tendances gauchistes, ces "enfants terribles" et tendrement aimés. Voilà pourquoi aussi la SFIO a réintégré triomphalement M. Pivert dans le parti à son dernier congrès.

Le Parti socialiste français vote des résolutions gauchistes de lutte des classes, de révolution sociale et tout ce que vous voulez, à son congrès, pour mieux permettre à ses hommes d'assurer "loyalement" la gestion de l'État capitaliste. De cette "loyauté", la bourgeoisie ne doute pas un instant, pas plus que le Parti socialiste ne doute de la "loyauté" de ses "gauches". La bourgeoisie confie au Parti socialiste les postes les plus importants de son État, y compris la Présidence de la République ; les socialistes confient les postes les plus importants de leur parti à la "gauche", celui de secrétaire général du parti au gauchiste Guy Mollet et celui de secrétaire général de sa plus importante fédération, la Fédération de la région parisienne, au "terrible" ultra-gauchiste Marceau Pivert. Un gouvernement socialiste homogène, avec Blum en tête, déclenche un ignoble massacre, une guerre de conquête coloniale en Indochine pour les intérêts impérialistes de la bourgeoisie française qui applaudit. Et le gauchiste Pivert de pleurnicher comme une vieille femme sur... les machinations de la clique militaire et fasciste, "au moment où la formation d'un gouvernement socialiste homogène allait mettre en danger leurs calculs de reconquête coloniale". Et encore un peu plus perfide "au moment où un ministre socialiste allait venir sur place pour étudier la situation ; à ce moment précis, l'attaque du Vietnam vient justifier la répression et la guerre".

Les socialistes Blum et Ramadier, présidents du gouvernement, le socialiste Marius Moutet, ministre des colonies, dirigent les opérations de brigandage impérialiste en Indochine où des milliers d'ouvriers et paysans français et surtout indochinois se font massacrer.

La gauche socialiste et les Pivert de tous poils gardent le silence pour ne pas gêner leurs petits copains au gouvernement ou versent des larmes de crocodiles, rejetant la faute sur "*les cliques militaires et fascistes*" ou sur le Vietminh qui a commis la maladresse d'attaquer au moment précis où Moutet se rendait sur place, ce qui, pour Pivert, ne peut que "*justifier la répression et la guerre*".

Les gendarmes du gouvernement socialiste embarquent de force les ouvriers de France, transformés en soldats, sur des bateaux à destination de l'Indochine pour faire d'eux de la chair à canon ; le ministre de l'intérieur, le socialiste Depreux, interdit toute réunion de protestation contre la guerre en Indochine et ses fidèles flics matraquent sauvagement les manifestants ; les "gauches socialistes" gardent pudiquement le silence. Où croyez-vous rencontrer cette "*armature solide*", ces militants révolutionnaires qui ont pu mettre à l'épreuve de fait "*leur internationalisme*" ? En attendant d'aller à Londres constituer le "*troisième camp*", ils sont à la tête de la manifestation chauvine de commémoration du 12 février 1934, jour d'une autre manifestation chauvine qui constituait une étape importante dans la préparation idéologique de la guerre de 1939. Sans trop avoir besoin de chercher, vous trouvez Pivert en personne, ce guignol révolutionnaire, à la tribune de cette manifestation d'union sacrée, entre un ministre stalinien et le préfet de police, cela certainement à titre de représentant symbolique du "*troisième camp*".

En se portant garant des sentiments nationaux et des services rendus au parti, le dernier congrès socialiste n'a pas voté à la légère la résolution de réintégration de M. Pivert. Par sa participation à la tête de la manifestation du 12 février, Pivert vient prouver qu'il n'est pas un ingrat. Rien ne permettait de croire en effet qu'avec sa lettre offrant ses services à De Gaulle pendant la guerre, sa carrière était finie ; au contraire, comme il vient de le démontrer, il a encore devant lui de biens beaux jours.

La gauche socialiste, le mouvement de "socialisme libertaire" et leur revue *Masses* se sont spécialisés dans la dénonciation des crimes du stalinisme et du monstrueux régime russe. Cette dénonciation absolument justifiée est toutefois unilatérale car ils semblent dénoncer d'autant plus fort les crimes russes et staliniens qu'ils couvrent par leur silence les crimes non moins monstrueux de leurs propres partis et des pays démocratiques que les partis socialistes dirigent. Leur indignation contre le stalinisme est d'autant plus suspecte qu'à travers lui ils entendent combattre le bolchevisme dans ce qu'il avait de plus révolutionnaire : sa lutte contre la guerre impérialiste, contre la défense nationale, pour la destruction par la violence révolutionnaire de l'État capitaliste, sa rupture et sa dénonciation de la trahison de la 2^{ème} Internationale et de ses partis socialistes nationaux. *Masses* se sert volontiers de toute phrase, de toute critique faite par Luxemburg contre les bolcheviks mais elle oublie de souligner que ces divergences se situaient dans le camp de la Révolution ; et quelle que pouvait être l'ampleur de ces divergences, la solidarité révolutionnaire entre Rosa et Lénine fut inébranlable et absolue, face aux partis socialistes de tous les pays dont la trahison inspirait, à elle comme à lui, le plus profond dégoût et mépris.

Et quand ces hommes - qui se disent de gauche, révolutionnaire et internationaliste - se présentent devant le prolétariat, même s'ils sont animés des meilleures intentions, les ouvriers ne peuvent que manifester la plus extrême méfiance et répéter ce vieux proverbe qui dit "garde-nous de nos 'amis', de nos ennemis nous saurons bien en venir à bout !"

GM

LES REVENDICATIONS ÉCONOMIQUES ET LA LUTTE DE CLASSE

Un des problèmes que l'avant-garde n'a jamais étudié avec sérieux et a préféré toujours répéter les données simples et trop vagues d'une époque révolue, c'est bien celui des revendications économiques.

Depuis le début du siècle, la tactique de lutte de classe quotidienne et revendicative n'a pas varié d'un pouce.

Toujours à l'affût du moindre incident entre salariés et patrons, les militants ont cherché à établir surtout une échelle de revendications économiques qui puissent se faire comprendre par les "ventres ouvriers".

Nous nous expliquons plus clairement. Pour les militants, les seuls problèmes que les travailleurs peuvent comprendre sont ceux de leur subsistance quotidienne. Hormis ceux-ci, ils n'ont d'oreille pour aucun problème social ou politique.

Comme ce stade de lutte de classe ne dépassera jamais la phase de la société actuelle - les revendications n'exprimant en réalité qu'un marchandage entre possesseurs de force de travail, les ouvriers, et les loueurs de force de travail, les patrons ; marchandage normal dans une économie échangiste capitaliste -, il semble n'exister aucun moyen de faire comprendre à la masse ouvrière la relation qu'elle doit faire entre la lutte quotidienne économique et son but politique et social.

Nos braves militants se réfèrent alors, comme à une formule magique, au principe selon lequel, au travers des luttes quotidiennes, fatalement la classe arrivera à comprendre - toujours au travers de son "ventre" - les problèmes politiques de classe.

Non seulement cette tactique est fautive dans sa compréhension de la lutte de classe mais aussi parce qu'elle ne tient nullement compte, et des périodes de lutte, et des conjonctures.

La lutte quotidienne contient en elle tous les éléments permettant de dénoncer les abus de la société capitaliste actuelle mais surtout de révéler et de faire comprendre à la classe ouvrière les lois de l'économie bourgeoise ainsi que celles qui la conduisent à creuser sa propre tombe. Dans la lutte quotidienne, on ne retient le plus souvent que les éléments dénonçant les abus de la présente société.

En insistant sur ce côté dans le travail de propagande journalière, on n'abaisse pas plus le sujet au niveau des "ventres ouvriers".

Ce qui est compréhensible pour les travailleurs, c'est leurs conditions de vie. Chaque jour ils se rendent compte de leur standard de famine. Si l'on ne s'attache qu'à leur montrer le côté abus qui cause leur misérable condition, ils sont de toute façon portés à réfléchir avec leur cerveau ; mais fait plus grave : ils ne saisissent pas - et là il n'y a aucune fatalité qui puisse les guider - que, dans la société capitaliste, quel que soit le redressement des abus, leur condition restera toujours misérable.

Engels avait raison en disant que le serf était capable de connaître la part de travail qui revenait au seigneur, tandis que l'ouvrier, quand au bout d'une journée il reçoit son salaire, il lui est impossible de savoir si c'est huit heures ou quatre heures qu'on lui paie.

Ce côté du système capitaliste est une véritable arme contre le prolétariat, surtout quand l'État devient le capitaliste. Si l'avant-garde se plie au niveau de la lutte syndicale, elle se bat et se défend sur le terrain capitaliste où elle est sûrement battue car la bourgeoisie, au travers de ses partis est capable de la plus grande surenchère verbale et nominale (augmentation des salaires, rendement, travail à la pièce sont synonymes, en système capitaliste, de hausse du coût de la vie à un pourcentage supérieur).

Ce qui devient une arme redoutable contre la bourgeoisie, c'est quand l'avant-garde, tout en dénonçant dans chaque lutte les abus du système de production et tout en posant la nécessité de lutter contre la condition de vie des ouvriers, explique - en le disant tout haut et en portant l'accent dessus - que le système actuel n'est gros que de nouvelles misères pour les travailleurs, non en raison de l'esprit de lucre seulement des patrons mais parce que le système creuse sa propre tombe du point de vue économique, et par là du point de vue social et politique ; que la tâche de la classe ouvrière ne consiste pas à se laisser entraîner dans le gouffre capitaliste mais, au contraire, à réagir contre la famine par la seule solution de classe : la révolution.

Et c'est sur ce dernier côté de la lutte quotidienne que l'avant-garde doit axer son travail de propagande et d'agitation. Le prolétariat est tout aussi apte à comprendre la portée politique de la

lutte que sa portée économique. Cette compréhension n'est pas fonction du niveau intellectuel des masses mais de deux facteurs d'importance égale, bien que le 2^{ème} dépende du premier :

- Le premier facteur, c'est les conditions objectives de crise économique et politique de la bourgeoisie, se soldant par un affaiblissement de son pouvoir répressif et de sa démagogie politique.

- Le deuxième facteur, c'est l'action de l'avant-garde cherchant à politiser et à radicaliser les masses.

Voilà pourquoi nous disons que les militants aujourd'hui ne tiennent pas réellement compte de la période et de la conjoncture du moment.

Nous connaissons depuis pas mal de temps des organisations tel le PCI¹, l'UCI ainsi que la FFGC qui font la expérience quotidienne de rassembler quelques ouvriers sur des mots d'ordre économiques et d'en être quitte à les voir se désintéresser et s'enfuir dès que ces organisations se dévoilent politiquement. Un fait devrait donc être acquis : si les ouvriers ne comprennent pas le côté politique de leur lutte quotidienne, leur méthode pourrait être fautive et l'est sûrement puisque, au travers de simples revendications économiques, ils ne sont pas arrivés à radicaliser les quelques ouvriers qui les ont approchés.

Nous disons bien : notre méthode pourrait être fautive si on ne tient pas compte de la situation objective présente. Le problème actuel - et toute lutte politique est absurde si on n'en tient pas compte - ne peut être de disputer l'influence sur les masses travailleuses aux partis traitres à la classe mais d'organiser et de former les éléments les plus avancés dans la classe ouvrière.

Ce n'est pas un désir que nous exprimons mais une conséquence d'un fait ignoré de personne : la classe ouvrière se trouve dans une situation de reflux qui la livre pieds et poings liés à la bourgeoisie.

On peut ne pas accepter cette situation, se jeter contre le courant et essayer de faire entendre la voix révolutionnaire dans chaque lutte du prolétariat.

On peut aussi se croire assez volontaire et assez fort pour donner le coup de barre à la situation de reflux. Ainsi sont les groupements trotskistes et apparentés.

Comme leur influence est quasiment nulle sur les masses, ils emploient des ruses de sioux, se cachent, se dévoilent le moins possible, édulcorent leurs mots d'ordre politiques, croient être écoutés par la classe et, au dernier acte, se dévoilent devant une salle vide. Ils sont patients car ils recommencent, mais en édulcorant encore plus leur action politique et quotidienne jusqu'au jour où, sans se rendre compte, ils n'ont pas redressé la barre mais ont été plutôt entraînés par le courant en reflux.

Le résultat, dans le premier cas, c'est des noyaux d'ouvriers conscients qui se regroupent et s'organisent dans chaque usine ; et leur action à découvert peut à la longue réveiller les masses de leur apathie grâce au travail de propagande politique au travers des luttes économiques.

Dans le second cas, on est si pressé de transformer ses désirs en réalité qu'on tombe dans l'opportunisme.

Entre ces deux voies, nous choisissons la première, la seule révolutionnaire.

Aussi notre action quotidienne doit s'orienter vers l'étude économique et politique des événements et de la situation en général.

Le problème des soi-disant étapes que nous devons faire franchir au prolétariat est un faux problème. Nous ne sommes pas des éducateurs et la classe ouvrière n'est pas une immense classe d'enfants.

Vouloir expérimenter tel ou tel mot d'ordre transitoire un peu à la manière des instituts Gallup, c'est la tâche que les groupements opportunistes se donnent.

Leurs journaux sont remplis de mots d'ordre d'action pour se donner l'illusion de diriger de vastes mouvements de classe qui n'existent que dans leur imagination, illusion qui ne dure qu'en fonction de leur opportunisme grandissant.

Quant à nous, cette méthode-là ne fait pas avancer d'un seul pas le mouvement ouvrier dans la période actuelle et ne résout aucun des problèmes qui sont à la base de toute maturité historique des masses travailleuses.

¹ - NdE – PCI trotskiste.

Aux usines Renault ou dans toute autre usine, si le cas se présente, dans un mouvement revendicatif des ouvriers, nous préférons mettre l'accent sur le côté politique du problème et ne pas lutter pour une surenchère économique fort démagogique.

Notre travail est de propagande ; nous devons plus démontrer aux ouvriers que le régime capitaliste ne peut que réduire de plus en plus leur standard de vie. Les revendications même satisfaites entraînent, à très brèves échéances, des manœuvres financières qui les réduisent à néant.

La lutte des ouvriers devient non une lutte pour une satisfaction immédiate mais une volonté de tous les jours de s'opposer à la famine que la bourgeoisie, malgré sa "philanthropie", ne peut qu'offrir aux travailleurs.

Cette opposition en elle-même serait stérile si, d'autre part, ne se fait pas comprendre la nécessité pour la classe ouvrière de passer de l'opposition défensive à l'offensive révolutionnaire.

Le travail est long et dur ; toute cette texture est le plan de propagande révolutionnaire. Ce plan ne se débite pas comme du saucisson ; il forme un tout indivisible. C'est le seul garant d'un travail effectif et positif.

Sadi

RÉFLEXIONS SUR LA QUESTION SYNDICALE (Lettre d'un camarade)

Nous publions ci-dessous l'extrait d'une lettre qu'un camarade nous écrit. Pendant longtemps ce camarade a combattu notre point de vue sur la question syndicale. L'expérience des dernières luttes l'ont forcé, comme tant d'autres, à réviser ses positions et à se rapprocher des conclusions qui sont les nôtres. Mais ses réflexions n'épuisent pas le problème ; elles ne font seulement, à notre avis, que le poser. Nous comptons revenir sur la question syndicale - qui demeure une question cruciale du mouvement ouvrier actuel - dans les prochains numéros de notre revue.

"... A la suite de la grève des dockers d'Anvers et de la grève des transports à Londres, j'ai réexaminé tous les documents que je possède sur la question syndicale, de la FB, de la FFGC et du PCI d'Italie et les vôtres. Je suis arrivé à la conclusion que, partout, les syndicats sont des organes de l'État. L'argument de ceux qui disent que les syndicats gardent leur caractère de classe parce que les patrons n'en font pas partie, contrairement à ce qui se passe avec les syndicats fascistes, ne tient pas. D'abord est-ce bien certain que, sous un régime corporatiste, il n'y a pas de syndicats "ouvriers" d'un côté et "patronaux" de l'autre se rejoignant il est vrai au sein d'une organisation supérieure : la corporation ? Je ne sais pas. Mais admettons cela. A l'heure actuelle, en régime démocratique, syndicats ouvriers et fédérations patronales se retrouvent à tous les échelons dans des organismes qui sont analogues aux corporations : conseils d'entreprises, commissions paritaires, conférences économiques qui se réunissent deux ou trois fois par an. Des bureaucrates, haut placés dans l'appareil syndical, sont députés des partis "ouvriers" gouvernementaux au parlement bourgeois et même ministres. L'argument de ceux qui prétendent que les syndicats gardent un caractère de classe (leur principal argument si j'ai bien compris les documents que je viens de relire) est sans valeur, formaliste et par conséquent non-marxiste. Car on ne peut retenir le fait que dans la CGT il y a des ouvriers ; il y en a aussi dans les syndicats chrétiens qui sont "indépendants" des organisations patronales ; il y en a aussi à l'église, comme disait Gorter.

Mais le fait est que maintenant, lorsqu'ils veulent lutter pour l'amélioration de leurs conditions d'existence, ces ouvriers doivent le faire en dehors des syndicats, contre les syndicats qui se placent aux côtés de l'État.

Je crois que pratiquement il faut dire aux ouvriers de quitter les syndicats et de former un comité de grève indépendant à chaque mouvement, indépendant de l'État, du patron et du syndicat et contre eux. Certes nous n'avons pas la force d'influencer les ouvriers ; plutôt, nous ne sommes pas dans une situation qui nous permet de

les influencer et les syndicats actuels sont le produit d'une situation réactionnaire. Mais est-ce une raison pour ne pas avoir une position claire ? Dire que les syndicats sont intégrés au système de domination de la bourgeoisie, qu'ils sont une pièce importante dans le mécanisme de capitalisme d'État et ne pas dire de les abandonner, n'est-ce pas entretenir la confusion ? Je ne suis pas loin de croire - lorsque je lis le texte d'un camarade qui, après avoir démontré le caractère véritable du syndicat, passe à la démonstration de la thèse selon laquelle il faut y rester - que cela devient nébuleux à tel point que quelque chose ne s'adapte pas.

Nous n'avons pas d'influence, pourtant nous avons une position nette, pratique au sujet des élections et la FI n'avait pas d'influence lorsqu'elle a dit aux ouvriers de briser avec le PC (avec beaucoup de retard d'ailleurs).

Je crois qu'une exception doit être faite pour les syndicats tels que ceux du "livre" qui ne sont pas intégrés à l'État, qui participent aux organismes paritaires car ils sont pris dans l'engrenage de la collaboration (collaboration qui, dans l'ensemble, répond aux désirs des ouvriers) où surtout la démocratie existe encore. Mais, dans de telles organisations, il faut attaquer la direction qui louvoie pour ménager, malgré ses déclarations de principe anarcho-syndicalistes, la haute bureaucratie."

PR

"En luttant contre le capital, contre les tendances du capital absolutistes et génératrices de misère, en limitant ces tendances et en rendant, de ce fait, l'existence possible à la classe ouvrière, le mouvement syndical s'est mis à remplir un rôle dans le capitalisme et il est devenu lui-même, de cette manière, un membre de la société capitaliste. Mais du moment où la révolution commence en tant que le prolétariat, de membre de la société capitaliste se mue en son destructeur, il rencontre devant lui le syndicat comme obstacle."

Pannekoek - 1920

PROBLÈMES ACTUELS DU MOUVEMENT OUVRIER INTERNATIONAL

(suite) ²

L'existence du parti révolutionnaire du prolétariat est directement conditionnée par la vie de la classe, par l'existence d'un mouvement de lutte, par la tendance au sein de la classe à l'indépendance idéologique, en un mot par l'existence d'un mouvement ouvrier vivant et indépendant. L'œuvre de la recherche théorique et de la formulation doctrinale n'est pas le caractère distinctif du parti, quoique cette œuvre reste une de ses tâches constantes.

Dans une certaine mesure on peut dire que la constitution du parti est nécessairement précédée par l'accomplissement préalable d'une certaine somme de travail théorique. La doctrine, le socialisme en tant que science ne découle nullement de la lutte de classe ; mais, tout comme cette dernière, il a ses racines dans le développement historique de la société et de son mode de production, dans le développement culturel et dans la science qui s'en suit. Le travail de la recherche théorique reste donc une tâche constante des militants révolutionnaires, indépendamment de la conjoncture de la lutte de classe contingente, tandis que l'existence du parti est conditionnée par ce travail théorique et est directement fonction de la contingence, de la conjoncture de la lutte de classe.

² Voir le commencement dans *Internationalisme* n°17 et 18.

Un siècle d'expérience du mouvement ouvrier nous apporte cet enseignement et confirme ce que nous venons d'énoncer plus haut. Chaque période prolongée de recul du mouvement ouvrier, ou de stagnation de lutte, entraîne l'effondrement, la disparition inévitable du parti. L'alternative est alors posée ainsi : ou le maintien organisationnel du parti, ce qui ne peut se faire qu'au dépens de sa doctrine et de son programme révolutionnaire ; en voulant à tout prix coller aux masses, il finit par refléter l'état d'esprit contingent, arriéré, s'accommodant ainsi et composant idéologiquement avec cette période de recul, c'est-à-dire qu'il tombe dans l'opportunisme ; ou bien le parti cesse d'exister momentanément dans sa fonction comme tel - c'est-à-dire qu'il prend conscience de l'impossibilité momentanée, pour lui, de jouer un rôle déterminant dans la vie de la classe - et renonce consciemment à la volonté d'être, dans l'immédiat, l'organisme politique dirigeant des mouvements contingents. C'est alors, non seulement organisationnellement et numériquement mais également dans sa fonction que le parti disparaît pour donner naissance à sa place à un organisme d'élaboration et de développement des fondements théoriques de l'idéologie de la classe, un organisme maintenant et développant la conscience des buts historiques de la classe, à travers laquelle se continue la prise de conscience du prolétariat. Cet organisme que nous nommons **fraction** - mais dont le nom, fraction, groupe ou autre, importe peu, l'important étant la conscience qu'on a de sa fonction historique - est le chaînon qui assure la continuité historique de la classe et l'outil le plus indispensable pour la construction du futur parti quand les conditions objectives de reprise de la lutte de classe auront surgi.

Nous avons cité la résolution que Marx a présentée lors de la discussion dans la Ligue des Communistes après l'échec des mouvements révolutionnaires de 1848. Dans cette résolution, Marx combat violemment la tendance Willich-Shapper qui voulait maintenir la Ligue des Communistes, dans une période de recul et de réaction, dans sa forme et sa fonction telle qu'elle l'était dans la période de montée révolutionnaire. La scission dans la Ligue s'est faite sur ce point. Pendant les premières années, la tendance Willich-Shapper semblait avoir remporté la victoire, non seulement du fait qu'elle avait gardé la majorité et maintenu l'organisation de la Ligue mais aussi par toutes les manifestations bruyantes et tapageuses qu'elle suscitait ou auxquelles elle participait avec les autres formations politiques de l'émigration allemande, tandis que la fraction de Marx et Engels semble être réduite au silence ou ne pas exister. Mais 13 ans après, dans une période de reprise réelle de luttes ouvrières, lors de la fondation de la 1^{ère} Internationale, nous retrouverons Marx, Engels et leurs camarades occupant les premières places du mouvement, prenant une place prépondérante dans le travail de constitution des partis du prolétariat, alors que la tendance Willich-Shapper sera complètement volatilisée, ne laissant derrière elle aucune trace et dont l'apport théorique et pratique à la nouvelle organisation de la classe aura été nul.

Le chartisme disparaît avec la disparition des conditions qui lui ont donné naissance. Le parti bolchevik - que les trotskistes aiment tant à citer et à prendre pour exemple sans trop connaître son histoire véritable - fut en réalité, dans la période entre 1905 et 1917, plutôt une fraction - avec fonction de fraction - qu'un parti. Par contre le trotskisme n'a pu se constituer en parti dans une période de recul qu'à la condition de cesser d'être révolutionnaire.

C'est le mouvement vivant des luttes de classe qui fait le parti et non le parti qui fait le mouvement. Cette vérité évidente et simple est totalement méconnue de tous ceux qui demeurent des trotskistes-qui-s'ignorent et qui croient même fermement ne pas l'être.

"Tu as parfaitement raison de dire qu'il est impossible de surmonter l'apathie contemporaine par la voie des théories. Je généraliserai même cette pensée en disant que jamais encore on a pu vaincre l'apathie par des moyens purement théoriques ; c'est-à-dire que les efforts de la théorie pour vaincre cette apathie ont engendré des disciples et des sectes ou bien des mouvements pratiques qui sont restés infructueux, mais qu'ils n'ont jamais suscité un mouvement mondial réel, ni un mouvement général des esprits. Les masses n'entrent dans le torrent du mouvement, en pratique comme en esprit, que par la force bouillonnante des événements."

(Lettre de Lassalle à Marx - 1854)

Un exemple nous est donné avec l'article de Chazé que nous avons déjà cité. Chazé qui s'est récemment converti à la notion de fraction, après l'avoir combattue pendant 15 ans, nous donne, par son article, un échantillon prouvant que, malgré sa conversion, il n'a pas compris grand chose à cette notion. Il s'est donné pour but de nous expliquer pourquoi la constitution du parti était "hier non, aujourd'hui oui". Pour le faire, il aurait fallu nous démontrer que les luttes de classe actuelles se développent et dépassent, par leur combativité et leur orientation, le niveau d'avant 1939, ce qui lui est

assez difficile de faire en comparant les petites grèves dans le présent avec l'étendue des grèves des années 1936-38.

Il est vrai que Chazé dit, dans son article, qu'à la suite des grèves de 1936 on enregistrait une tendance, parmi les ouvriers, de rupture avec le stalinisme, tendance que l'éclatement de la guerre aurait stoppée. Mais c'est là une appréciation qui ne correspond à aucune réalité et qui a toujours été répétée par la Fraction italienne et par nous-mêmes qui voyons dans les années 1936-38 se faire jour, non pas un processus de détachement des ouvriers du stalinisme mais au contraire une accentuation d'un processus de dissolution de la conscience de classe et un entraînement des ouvriers derrière le stalinisme dans le courant de la guerre impérialiste. Cette appréciation, Chazé ne la tire pas des écrits de la Gauche communiste mais bien de l'arsenal du trotskisme qui proclamait que la France est entrée dans une période révolutionnaire. Certes Chazé ne reprend pas à son compte l'erreur par trop grossière de Trotsky mais son appréciation, si elle diffère de degré, ne diffère pas de sens. Et alors si le sens du cours des années après 1936 consistait dans un processus de détachement des ouvriers d'avec les partis trahis et leur idéologie nationaliste-chauvine, les trotskistes n'avaient pas tellement tort de poser la question de la formation d'un nouveau parti révolutionnaire, tout comme le fait Chazé aujourd'hui.

Mais comment le capitalisme peut déclencher la guerre quand il se fait jour dans le prolétariat un processus de rupture avec les forces idéologiques du capitalisme ? On ne peut se sortir de cette contradiction à moins de professer cette idée que les deux cours se font simultanément, le capitalisme évoluant vers la guerre et le prolétariat vers la révolution ; ou bien encore en séparant la situation internationale qui évoluerait vers la guerre et les situations nationales accusant un cours de reprise de conscience de classe. Mais en faisant ainsi on n'échappe pas à la contradiction ; on ne fait que la repousser et l'aggraver.

Avec le développement achevé du capitalisme, le décalage des situations dans les divers pays tend à disparaître et ne joue plus un rôle déterminant dans les événements. Le capitalisme développé égalise les situations nationales particulières en les fondant dans une situation mondiale générale dont elles ne sont plus qu'une expression de ce tout. Seuls des opportunistes et des renégats avérés, comme les chefs de la 3^{ème} Internationale et du stalinisme pouvaient invoquer la thèse du "développement inégal" dont parle Marx et la hisser opportunément à la hauteur d'une loi immuable de l'histoire, les premiers, pour justifier leur coalition avec la bourgeoisie internationale contre la jeune révolution prolétarienne d'Octobre, et les seconds pour justifier leur politique du "socialisme dans un seul pays" et pour étrangler la révolution chinoise.

La Fraction belge et la FFGC ont poussé des cris d'enthousiasme lorsqu'en fin 1945 et début 1946 elles ont appris la constitution du PCI en Italie. Elles voulaient expliquer cette constitution par une situation révolutionnaire particulière à l'Italie et parlaient volontairement de décalage, de divorce existant entre les ouvriers d'Italie et ceux des autres pays du monde. Il n'y a aucun doute que leur enthousiasme ne reposait pas sur les stupides théories de décalage et sur les vertus du prolétariat italien, mais était le produit de leur extrême jeunesse politique qui incline naturellement à l'exaltation et à leur fameuse tendance au fétichisme pour tout ce qui vient d'Italie. Elles ont fini d'ailleurs par déchanter et reconnaître qu'en Italie la situation était franchement réactionnaire ; mais cela seulement après que les camarades d'Italie, plus vieux et plus instruits sur la situation réelle aient calmé leurs ardeurs.

De même que la situation, la lutte révolutionnaire du prolétariat est internationale, c'est-à-dire que la lutte d'un prolétariat dans un pays donné ne peut être envisagée du point de vue d'une situation nationale mais doit être comprise comme une expression locale d'une situation générale, mondiale. On ne peut comprendre la lutte de classe sur le plan national qu'en la considérant en tant que lutte d'un secteur ayant le monde entier pour front de combat. C'est en cela que consiste l'erreur de ceux qui considèrent la révolution d'Octobre comme une révolution bourgeoise ; et ils commettent cette erreur parce qu'ils examinent Octobre du point de vue national russe au lieu de la situer dans la situation internationale et comme une manifestation de cette situation dans le secteur russe.

Ce qui est vrai pour la lutte du prolétariat l'est également pour la constitution de son organisme politique, le Parti. La constitution du Parti ne relève pas de la situation particulière de tel ou tel pays pris isolément mais d'une situation générale, d'un cours historique valable internationalement.

Mais laissons là toutes ces réflexions qui nous ont été suggérées par des "appréciations" sur les années d'avant-guerre contenues dans l'article de Chazé et auxquelles il n'a sûrement pas trop réfléchi en écrivant son article. D'ailleurs cette constatation d'une tendance de rupture d'avec le stalinisme et la collaboration de classe, voisine dans le même article avec cette autre constatation d'un "*courant emportant le prolétariat à l'acceptation et la participation à la guerre*". Cela arrange tout et il ne reste plus qu'à s'appuyer sur l'une ou l'autre constatation et de s'en servir d'argument selon le besoin. Tout cela n'explique pas encore pourquoi "*hier non et aujourd'hui oui*". Qu'y a-t-il donc de changé entre hier et aujourd'hui ?

Examinant la situation actuelle Chazé constate : "*Et 18 mois après l'arrêt des hostilités, la situation générale internationale aussi bien que nationale évolue manifestement vers des horizons bien noirs... le spectre d'une nouvelle guerre est devant nous*". On ne peut être plus catégorique et plus clair. Cela ressemble tout à fait à la situation d'avant 1939. Tout homme sensé serait enclin à tirer d'une telle analyse de la situation la seule conclusion qui convienne au problème de la construction du Parti, c'est-à-dire tout comme hier : "Non".

Mais c'est mal connaître Chazé, le nouveau type de militant de la GCI. Tout comme pour le passé (comme nous venons de le voir) il constate à nouveau deux courants existant simultanément : l'un sombre, noir, le spectre de la guerre, l'autre tout rose, d'une "*cassure amorcée entre les dirigeants politiques, syndicaux et une partie des travailleurs*", "*le divorce amorcé ne pourra que s'approfondir peu à peu...*" L'énigme de cette contradiction, de l'existence simultanée de ces deux courants opposés est résolue quand on sait qu'un courant, le premier, existe dans la réalité et que le second n'existe que dans la tête et le cœur de Chazé. De ce fait, il lui est infiniment plus proche et plus cher que le premier et domine toutes ses pensées. Avec un peu de bonne volonté, il finit par se rassurer presque complètement et par nous rassurer à notre tour.

Il s'est donné pour tâche de nous démontrer pourquoi "*Hier, non et aujourd'hui, oui*" et il a presque réussi à nous démontrer que le "oui" était aussi bien valable hier qu'aujourd'hui. Il s'est proposé de nous donner l'opposition, la différence entre hier et aujourd'hui et il a abouti à nous démontrer leur identité. Ses explications n'expliquent rien sinon l'ordre arbitraire de ces quatre mots dans la construction de sa phrase qui pourraient être tout aussi bien intervertis, ces mots se prêtant à bien des combinaisons. La constitution du Parti, aujourd'hui comme hier, demeure une impossibilité. Il nous a donné une image renversée de la réalité, et la réalité de son imagination. Empêtré de plus en plus dans ses explications contradictoires, à bout de souffle et d'arguments, il nous renvoie finalement à l'Italie.

Et là, comme chacun le sait, c'est un argument décisif et sans appel.

Tout le monde n'est pas aussi convaincant, ni aussi convaincu que Chazé dans la nécessité et la possibilité de la construction immédiate du nouveau Parti. On chuchote, dans la GCI, que Bordiga³ en personne serait très réservé à l'égard du PCI dont il considère la constitution fort prématurée. C'est peut-être à cela que nous devons d'entendre, de temps à autre, des acclamations moins catégoriques et des avis plus sceptiques. Il est vrai que la plupart des articles dans les "*Internationalistes*" de Belgique et de France se terminent presque toujours par des appels enflammés pour la constitution du Parti. Cela est devenu une sorte de manie douce et inoffensive. Mais il faut tout de même signaler la présence, rare il est vrai, d'autres articles essayant d'analyser plus sérieusement ce problème.

Dans *L'Internationaliste* de Belgique nous trouvons, par exemple, des affirmations aussi superficielles que celle-ci : "*Au même titre que la guerre de 1914-18, celle de 1939-45 se solde par une période d'intense lutte de classe*" (n° 13 - octobre 1946). Une affirmation aussi déroutante par sa légèreté, établissant un parallèle entre les batailles formidables qu'a livrées le prolétariat mondial au lendemain de 1918 et les grèves d'aujourd'hui, ne peut être que le fait d'un militant qui n'a connu les luttes ouvrières d'autrefois pas même dans les manuels d'histoire. Mais il n'est pas moins déroutant de lire, dix lignes plus loin, que les ouvriers sont, dans les circonstances actuelles, non seulement "*incapables de transformer leurs luttes en une bataille pour le socialisme*" mais encore "*leurs luttes restent dirigées vers des buts qui sont loin de combattre le capitalisme, comme après 1918, mais le renforcent.*"

Faut-il apprendre à l'auteur de ces lignes que des luttes "*qui se dirigent vers des buts*" qui "*renforcent le capitalisme*" ne peuvent en aucune façon être qualifiées de lutte de classe et encore moins

³

- NdE – Il s'avérera par la suite que Bordiga avait bien critiqué la constitution trop précipitée du PCI d'Italie.

d'intense lutte de classe, comme il dit, même si des millions d'ouvriers y participent. Il n'existe pas de lutte de classe ayant pour direction le renforcement de l'ennemi de classe car, dans ces conditions, la lutte cesse d'être une lutte de classe. Les luttes armées des ouvriers derrière les forces du capitalisme et dirigées vers des buts de renforcement de ce dernier, comme par exemple en Espagne en 1936-38 ou pendant la Résistance et la Libération nationale s'appellent : la guerre impérialiste. Il en est de même pour les grèves ou toute autre forme de lutte où sont incorporées physiquement les masses ouvrières mais dont les objectifs restent ceux de la classe ennemie. Dans de telles luttes, les révolutionnaires n'ont pas à pousser des "hourra!", ni à se frotter les mains d'aise en clamant : "*Dans le monde entier les ouvriers entrent en lutte*", mais à expliquer sans cesse aux ouvriers le rôle de dupes et de victimes qu'ils jouent réellement. Seules les luttes dont les objectifs sont la défense des intérêts immédiats et historiques des ouvriers présentent un caractère de lutte de classe du prolétariat et peuvent être prises pour mesure de l'intensité de sa lutte et seules de telles luttes engendrent les conditions pour la constitution du Parti de classe.

Après de telles prémisses, après avoir salué les ouvriers qui, dans le monde entier, entrent en lutte "*malgré les appels*" de leurs chefs réformistes et staliniens mais dont le seul défaut consisterait en ce que ces luttes "*renforcent le capitalisme*" (rien que ça...), il n'est pas trop étonnant que l'article sur un appel au prolétariat à former son Parti de classe pour "*couronner par des victoires les actuelles et futures périodes de luttes de classe*". C'est ce qu'on appelle vulgairement : mettre la charrue avant les bœufs.

Pour illustrer cette période "*d'intense lutte de classe*" que nous vivons présentement, d'après les camarades de la Fraction belge, et qui poserait la tâche de la construction immédiate du Parti, on pourrait citer l'exemple de leur propre journal *L'Internationaliste*. Ce journal qui tire à quelques centaines d'exemplaires paraissait au début tous les 15 jours. Au moment où il annonçait que nous sommes entrés dans la phase de "*la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile*" (en 1945), il s'est vu obligé de ne paraître plus que... mensuellement ; et quelques temps après avoir découvert "*l'intensité de la lutte de classe dans le monde entier*", il se voit, lui, dans la triste obligation de suspendre sa parution, faute de moyens. Ceci n'est pas une boutade. Le développement de la presse révolutionnaire ne relève pas du caprice ou du savoir-faire des individus mais suit la courbe de la lutte de classe et de la maturation de la conscience de classe chez les ouvriers. L'anémie progressive de la presse révolutionnaire est aussi un indice de la paralysie dont est frappée la classe et non le signe du développement intensif de ses luttes.

Ce qui est le cas pour *L'Internationaliste* de Belgique peut être constaté par tous les petits journaux des petits groupes révolutionnaires dans tous les pays. La même remarque peut être faite en ce qui concerne leur recrutement. Depuis des années que la FB fait de la propagande, nous ne croyons pas trahir un secret en le disant, ses forces numériques ne dépassent le nombre que l'on peut compter sur les doigts des deux mains. Nous doutons fort que la répétition enthousiaste de "*Construisons le Parti*" à la façon dont les étudiants du Quartier latin scandent "*Formons le monôme*" ait amené un seul nouvel adhérent à la FB dans cette dernière période de lutte intense du prolétariat. Cet état d'esprit du militant qui s'égosille sans vouloir regarder autour de lui, sans remarquer les choses les plus simples est vraiment triste. Nous nous excusons de troubler les rêves mirifiques de la FB mais il est temps de redescendre sur terre et de ne pas craindre d'examiner la réalité même si elle doit vous décevoir.

A côté de ce genre d'article, nous en trouvons d'autres qui méritent d'être signalés par l'effort de raisonnement et d'examen qu'ils présentent. Tel l'article du camarade Maurice publié dans *L'Internationaliste* n° 12 de septembre 1946, portant le titre : "*L'État capitaliste totalitaire et les grèves*". Dans cet article le camarade Maurice pose la question de savoir si "*toute l'économie de l'État capitaliste ne devra pas parcourir sa courbe avant que la prémisse historique soit fournie pour la réaffirmation de la classe prolétarienne.*"

On peut essayer de répondre affirmativement ou négativement à la question ainsi posée. Mais la réponse, quelle qu'elle soit, doit s'appuyer sur l'étude objective du développement du capitalisme et de la lutte de classe de ces dernières trente années. Cette question se pose d'autant plus que la situation actuelle offre cette hypothèse qui "*ne peut nullement être exclue pour un marxiste, que les travailleurs soient condamnés à traverser la cruelle perspective qui les jetterait dans la troisième guerre impérialiste avant que les conditions historiques soient déterminées pour qu'ils puissent réapparaître sur la scène sociale.*"

Parlant de la grève revendicative et des luttes économiques des ouvriers dans les pays où l'étatisme totalitaire n'est pas achevé, c'est-à-dire précisément les pays où ces mouvements revendicatifs ont lieu

et peuvent avoir lieu, il rejette la thèse si chère aux trotskistes et à Chazé que ces grèves puissent être "le phénomène économique déterminant directement la formation d'un organisme de classe."

"Jadis, écrit-il plus loin, la lutte revendicative était une lutte de classe ; aujourd'hui, la lutte revendicative peut se dérouler sans que soient compromis le programme et la fonction des syndicats actuels lesquels, malgré la différence de l'étiquette, remplissent la même fonction que précédemment les corporations fascistes."

Ici nous sommes très loin des "cassures et divorces amorcés" entre une partie des travailleurs et l'appareil politique du capitalisme que sont les partis "ouvriers". Ici, loin de monter en épingle quelques grèves économiques qui justifieraient la thèse de l'accélération d'un cours d'intense lutte de classe, on insiste sur "la multiplication des grèves" qui ne parviennent pas à identifier l'ennemi - l'État capitaliste -, ne déclenchent pas le cours révolutionnaire mais déterminent leurs conditions pour le gouvernement "fort". Une telle période, et c'est la réalité de la période présente, ne détermine pas les conditions pour la constitution du Parti, à moins de ne concevoir le Parti comme précédant les conditions et déterminant le renversement du cours.

Sans partager entièrement tous les entendus et toutes les réflexions de l'auteur, nous partageons avec lui le sens général de son article. Nous ajouterons cependant qu'il est très regrettable que l'auteur ait cru nécessaire de farcir son article avec des épithètes comme : rufians, chipoteurs, pontifes etc. Cela ne rend pas sa pensée plus claire ni sa démonstration plus décisive. Cela ne fait que suivre la déplorable habitude prise par *L'Internationnaliste* de recourir à des termes aussi recherchés. Il est vrai que Maurice doit être un cousin germain de Vercesi. C'est une maladie de famille.

Nous avons examiné jusqu'à présent les conditions qui sont nécessaires et actuellement inexistantes pour la construction d'un nouveau Parti de classe. Nous pouvons maintenant passer aux méthodes dont se servent les "constructeurs". Ce sera l'objet de notre prochain article.

Marcou

NOTES SUR LA SITUATION DES OUVRIERS DANS LE PARADIS STALINIEN

Nous reproduisons ici quelques extraits significatifs sur les conditions de vie des ouvriers en Russie et la part qui est la leur dans la répartition des produits rationnés. Le capitalisme s'emploie, de bien des manières, à réduire le niveau de vie des travailleurs mais le système russe présente des méthodes originales qui méritent d'être signalées.

Nous tirons ces renseignements de la revue, publiée par l'ambassade russe en France, les *Cahiers de l'économie soviétique*.

"Les rationnaires sont répartis en 6 catégories qui sont les suivantes : 1°- Non-travailleurs (incapables de travail, invalides) ; 2°- Non-travailleurs (capables de travailler, lycéens, ménagères etc.) ; 3°- Enfants (jusqu'à 8 ans) ; 4°- Employés ; 5°- Travailleurs (ex-ouvrier ordinaire) ; 6°- Travailleur spécial (ex-ouvrier spécialiste de choc).

"Toute la population est répartie entre ces catégories par les soins des comités d'entreprises ou organismes dont ils dépendent. Les cartes donnent droit aux denrées suivantes : pain noir, farineux (orge, pois secs et autres denrées servant à faire la "cacha"), viande, matières grasses, poisson, sucre, tous produits de base répartis de façon régulière ainsi que l'alcool, la poudre de lessive, les allumettes, le beurre, la moutarde, du vinaigre, du bicarbonate de soude. Les répartitions de savon, tabac, spiritueux, lait et œufs sont le fait de différents organismes (entreprises, hôpitaux, écoles, maternité etc.).

"Voici le tableau des rations de la carte "travailleurs spéciaux" (ces rations varient quelque peu entre les différentes régions) :

	Ville estonienne	Ville ukrainienne

Pain noir, par jour en Gr	500	1000
Farineux, par mois en Gr	1800	2000
Matière grasse, par mois en Gr	600	900
Viande et poisson, par mois en Gr	2200	3200
Sucre, par mois en Gr	500	500

"En plus de ces cartes normales existent des cartes spéciales dites "cartes B" et des "cartes limites" attribuées à CERTAINES PERSONNES - L'ÉLITE SOCIALE - QUI LES CUMULENT AVEC LA CARTE "TRAVAILLEUR SPÉCIAL".

Le critère pour l'attribution d'une carte privilégiée est le caractère de "responsabilité" du travail. Il est possible de cumuler plusieurs cartes privilégiées car celles-ci sont attribuées non seulement à l'individu mais aussi à la fonction.

Il résulte de ce système que parfois le salaire est inférieur au coût des produits auxquels les cartes donnent droit.

La carte "B" donne droit à (nous ajoutons la rubrique "Travailleurs spéciaux" afin de permettre la comparaison) :

(par mois)	Carte "B"	Carte "Travailleurs spéciaux"
Pain blanc	6000 gr	néant
Farine	3000 gr	néant
Beurre	1800 gr	900 gr
Sucre	1600 gr	500 gr
Viande	7000 gr	3200 gr
Alcool	1,6 l	néant
Biscuit	1000 gr	néant
Œufs (unité)	10	néant
Savon de toilette	1	néant
Savon lessive	400 gr	néant
Cigarettes (unité)	250	néant

"La carte "B" donne droit en plus à des fruits secs et frais, à des légumes et à des pommes de terre ainsi qu'à du lait condensé."

La France capitaliste a la pudeur de ne pas étaler ouvertement les privilèges de ses classes privilégiées dans un système aussi inique et révoltant. On accorde bien des cartes aux travailleurs de force mais ce n'est pas encore admis dans les mœurs d'attribuer des cartes privilégiées aux fonctionnaires et à la "haute bureaucratie", à "l'élite sociale" et "autres responsables" qui, en Russie, ont le droit de cumuler plusieurs cartes. A ces cartes "B" viennent encore s'ajouter des "cartes limites", autre type de privilège comme celui d'acheter librement des produits jusqu'à un certain plafond fixé en roubles et à des prix spécialement réduits.

"Les bénéficiaires de la "carte limite" sont les personnes ayant reçu un ordre national (héros de l'Union soviétique, héros du travail soviétique, ordre de Lénine etc.)

Voyons plus loin : *"Pour ce qui concerne les produits industriels de consommation (textile etc.), il n'existe pas de "points". Les unités syndicales entre lesquelles sont réparties les travailleurs fixent, en accord avec l'organe central de distribution, ce qui sera distribué à chaque consommateur. La distribution est faite par l'unité syndicale. Il en est de même pour le bois de chauffage. CES DISTRIBUTIONS SONT RÉDUITES ET CONSISTENT ESSENTIELLEMENT EN UN VÊTEMENT CHAUD CAPITONNÉ ET UNE PAIRE DE BOTTES EN FEUTRE PAR AN.*

LES POINTS EXISTENT POUR LES TITULAIRES DE LA CARTE "B" QUI REÇOIVENT 125 POINTS PAR SEMESTRE. À TITRE D'INDICATION, 40 POINTS SONT NÉCESSAIRES POUR UNE PAIRE DE CHAUSSURES."

A-t-on bien lu ces lignes ? Alors que les points n'existent pas pour les ouvriers, alors que ces derniers reçoivent - quand ils les reçoivent - au maximum UNE PAIRE DE BOTTES EN FEUTRE, l'"élite sociale" reçoit 250 points par an, c'est-à-dire 6 PAIRES DE CHAUSSURES. Et il ne faut pas oublier que, dans ce pays de "socialisme", les privilégiés ont droit de cumuler plusieurs de ces cartes, sans compter qu'à leur disposition et pour leurs moyens :

"Il existe toutefois un marché central où les produits de la campagne sont apportés et vendus librement : lait, viande, fleurs, légumes de saison ; mais les prix sont très élevés."

La Russie est peut-être un "paradis" pour les uns mais UN ENFER CERTAIN POUR LES MASSES OUVRIÈRES.

M.

LENINE EN TANT QUE PHILOSOPHE

(suite)

II - La matérialisme bourgeois.

Cf. : Cahiers Spartacus